

## *Les personnes âgées « grandes oubliées » du nouveau gouvernement ?*

Si la Fehap et la FHF partagent un avis favorable sur la nomination d'Agnès Buzyn au ministère des solidarités et de la santé, la Fnadepa, le Synerpa, l'AD-PA, l'Uniopss et l'ex-ministre chargée des personnes âgées Michèle Delaunay s'alarment de la "disparition" d'un portefeuille consacré à l'autonomie. Au-delà, la Fnaqpa s'inquiète d'une "sanitarisation" des questions liées au vieillissement.

La composition du gouvernement d'Edouard Philippe [a été rendue publique le 17 mai](#), avec les nominations d'Agnès Buzyn en tant que ministre des solidarités et de la santé, et de Sophie Cluzel comme secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées.

Quid des personnes âgées? Si le terme "solidarités" laisse présager qu'Agnès Buzyn va récupérer les attributions de Pascale Boistard (ex-secrétaire d'Etat chargée des personnes âgées, rattachée à la ministre des affaires sociales et de la santé, Marisol Touraine), l'inquiétude est palpable parmi les acteurs du secteur.

[Questionnées à ce sujet par Gerontonews](#) début mai, les principales fédérations d'Ehpad avaient dit espérer que le sujet du vieillissement bénéficierait d'un ministère ou, à défaut, serait inclus dans les attributions du secrétariat d'Etat au handicap.

Première à réagir le 17 mai, [Michèle Delaunay](#). La députée de la Gironde, ex-ministre déléguée aux personnes âgées (de mai 2012 à avril 2014), s'est fendue d'un communiqué en fin d'après-midi pour y déplorer "l'inexcusable absence de l'âge et de la transition démographique au gouvernement".

Elle a exprimé "sa totale incompréhension" et son "très grand regret" face à "la disparition du ministère des 'personnes âgées et de l'autonomie'" et a estimé qu'un tel ministère "eut mérité pour le moins de rejoindre le sort de celui des personnes handicapées comme ministère transversal auprès du Premier ministre".

Michèle Delaunay précise avoir "soutenu", lors de son mandat ministériel, "auprès d'Emmanuel Macron lui-même", le souhait de "faire évoluer le nom de ce ministère vers celui de ministère de la transition démographique, en symétrie avec la transition énergétique". La députée assure que "le nouveau président, alors conseiller, avait paru y être sensible" et considère que "cette erreur doit être réparée".

Elle assure enfin que "ce sont aujourd'hui près de 15 millions de Français qui se trouvent sans représentation, sans porte-parole, sans référence pour faire évoluer notre société" sur le sujet du vieillissement.

## "Une erreur majeure"

Dans le même ton, l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA) a pris la plume dans la foulée, avec un communiqué titré: "12 millions de Français sans ministre". Ses représentants se disent "interloqué[s] de découvrir, à l'annonce du nouveau gouvernement, qu'aucun ministre, et pas même un secrétaire d'État, ne représente les retraités et personnes âgées au sein de l'équipe qui va diriger la France." Là encore, ils qualifient cette absence "d'erreur majeure qui doit être corrigée avant les élections législatives" de juin.

Le Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (Synerpa), a également réagi le 17 mai par un communiqué. Il déclare d'abord que "la nomination du premier gouvernement d'Edouard Philippe poursuit la dynamique de recomposition politique ouverte par l'élection" d'Emmanuel Macron, mais il "regrette toutefois l'absence de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre dédié au grand âge, comme c'est le cas dans le champ du handicap".

Le syndicat précise vouloir "désormais aller à la rencontre des principaux ministres et de leurs équipes qui portent [ses] sujets". Il a par ailleurs annoncé le 15 mai avoir [sollicité un rendez-vous auprès du Premier ministre](#) Edouard Philippe.

## "Création d'un grand ministère sanitaire"

C'est par un communiqué intitulé: "Les personnes âgées, grandes oubliées du gouvernement ?" qu'a de son côté réagi le 18 mai la Fédération nationale des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées (Fnadepa). Si elle déclare "[prendre] note de la nomination d'une secrétaire d'État chargée des personnes handicapées", elle "regrette la disparition d'un secrétariat d'État consacré aux personnes âgées", alors "qu'elles représentent 25% de la population française". La Fnadepa espère que le gouvernement sera "prochainement complété par un ministère chargé des personnes âgées et de l'autonomie".

Dans un communiqué diffusé également le 18 mai, la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa) cite Didier Sapy, son directeur général, selon lequel "il existe un réel risque d'inquiétude et d'incompréhension de la part du secteur devant la nouvelle architecture gouvernementale".

Ce n'est pas tant l'absence de "secrétaire d'Etat dédiée aux personnes âgées" qui l'inquiète le plus, que "la création d'un grand ministère sanitaire, au lieu d'un grand ministère social".

Cette "inquiétude" est "renforcée par une culture sanitaire et hospitalière dont hérite forcément la nouvelle ministre", réagit encore Didier Sapy. Il s'était déjà positionné en 2016 sur le ["risque de sanitarisaton"](#) des Ehpad, une vision qui ne colle pas, selon lui, avec "les questions du vieillissement".

En lieu et place du secrétariat d'Etat au handicap, la Fnaqpa "aurait préféré un secrétariat d'Etat dédié à l'autonomie au sens large". Pour son directeur général, "il est, et doit rester, essentiel de placer le soin 'au service de', et non 'au centre de' l'accompagnement des personnes âgées en établissement ou à domicile".

Réagissant le 18 mai également, l'Union nationale interfédérale des oeuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopss) a exprimé dans un communiqué "ses plus vives inquiétudes devant l'absence de ministre ou secrétaire d'État sur [les] champs de la solidarité de grande importance", dont "les personnes âgées" et "la politique de l'autonomie".

Elle ajoute: "la création d'un grand ministère des solidarités et de la santé, avec ses missions très étendues, nous laisse interrogatifs sur sa capacité à traiter toutes les questions relatives à la solidarité, la protection sociale, et à répondre aux attentes des personnes concernées" et "[insiste] pour que ces absences soient comblées très prochainement".

### La Fehap et la FHF plus confiantes ?

Du côté de la Fédération hospitalière de France (FHF) et de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap), la nomination d'Agnès Buzyn est accueillie avec un a priori favorable. Interrogés le 17 mai par [APMnews](#) en marge de la Paris Healthcare Week, ses représentants ont toutefois davantage commenté le profil de la nouvelle ministre que le périmètre de ses attributions.

Le président de la FHF, Frédéric Valletoux, voit Agnès Buzyn comme une "professionnelle reconnue" et une "personnalité incontestable", qui "a fait l'unanimité aux postes" qu'elle a occupés.

Il a souligné son expertise des questions de santé et "sa fine connaissance des dossiers". "Elle n'aura pas à découvrir les subtilités de ce secteur."

Sur le plan personnel, Frédéric Valletoux a jugé qu'elle était à l'écoute. En revanche, "on ne connaît pas encore" sa dimension politique et la façon dont elle incarnera une politique en matière de santé, a-t-il observé.

Dans un communiqué diffusé juste après l'annonce du nouveau gouvernement, la FHF a expliqué ne pas douter "qu'elle saura rétablir une relation de confiance, d'écoute et de dialogue avec la communauté hospitalière dont elle connaît l'engagement au service des patients et des résidents".

Antoine Perrin, le directeur général de la Fehap, a loué quant à lui "la grande professionnelle" qu'est Agnès Buzyn, "pour laquelle le secteur de la santé n'a aucun secret".

Il s'est réjoui de l'existence d'un secrétariat d'Etat en charge des personnes handicapées "rattaché directement au premier ministre, ce qui montre l'importance du secteur médico-social pour le gouvernement".

Antoine Perrin a indiqué à APMnews que la Fehap allait demander un rendez à la nouvelle ministre "dans les plus brefs délais" pour "envisager de travailler ensemble au bénéfice des usagers et des patients".

Lors de la passation de pouvoir avec Marisol Touraine, au soir du 17 mai, Agnès Buzyn a notamment salué "les réformes courageuses, ambitieuses" que sa prédécesseur a menées, citant les lois de modernisation de notre système de santé et d'adaptation de la société au vieillissement.

"Je ressens profondément ce besoin d'équité, ce besoin de solidarité. Je ressens dans notre société des attentes immenses qui nous obligent. Et notre style sera peut-être différent mais notre engagement tout aussi puissant", a ajouté la nouvelle ministre en s'adressant à Marisol Touraine.

cbe/cb/vl/ab/san/eh

La Rédaction – Journalistes - [redaction@gerontonews.com](mailto:redaction@gerontonews.com)